



## **ARRETE MUNICIPAL n° 2023-101**

### **portant institution d'une régie d'avances**

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du code général des collectivités territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptes publics,

Vu les arrêtés 2022-085 et 2023-091 portant institution de la régie d'avances

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 25 mai 2023,

### **ARRETE**

#### **Article 1er :**

Les arrêtés 2022-085 du 13 mai 2022 et 2023-091 du 27 mars 2023 sont abrogés et remplacés par celui-ci

#### **Article 2 :**

Cette régie est installée 1, place de la mairie, 73100 GRESY-SUR-AIX.

#### **Article 3 :**

La régie paie les dépenses suivantes :

- ✓ Matières premières et fournitures
- ✓ Matières et fournitures consommables
- ✓ Achat prestation de services
- ✓ Fournitures non stockées, d'entretien et petit équipement
- ✓ Fournitures administratives, scolaires et autres fournitures
- ✓ Frais postaux
- ✓ Vêtements de travail
- ✓ Matériel de bureau et matériel informatique
- ✓ Mobilier, matériel, outillage
- ✓ Documentation générale ou technique, livres
- ✓ Frais de colloques, frais de déplacements, formations et événements assimilés

- ✓ Fournitures auprès de prestataires étrangers
- ✓ Transports collectifs
- ✓ Publicité et publications
- ✓ Déplacements, missions et réceptions
- ✓ Frais de mission et de représentation
- ✓ Démarches administratives en ligne

**Article 4 :**

Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :  
carte bancaire  
paiement via internet

**Article 5 :**

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de DDFIP de la Savoie.

**Article 6 :**

L'intervention d'un (de) mandataire(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

**Article 7 :**

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 2 000.00 €

**Article 8 :**

Le régisseur verse auprès du comptable public assignataire la totalité des pièces justificatives de dépenses au minimum une fois par mois.

**Article 9 :**

L'indemnité de maniement des fonds des régisseurs d'avance et de recettes n'est pas cumulable avec le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP). Néanmoins la part de l'IFSE attribuée au régisseur titulaire valorise au travers de la cotation du poste occupé la sujétion particulière liée aux fonctions de régisseur.

Ainsi, l'agent en charge des fonctions de régisseur titulaire, percevra la part de l'IFSE prévue par délibération pour son cadre d'emplois.

**Article 10 :**

Le mandataire suppléant ne percevra pas d'indemnité de maniement des fonds ni de valorisation au titre du RIFSEEP.

**Article 11 :**

Le Maire et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Grésy- sur- Aix, le 25 mai 2023



Le Maire,  
Florian MAITRE

Affiché/publié le : 25/05/2023  
Certifié exécutoire le : 25/05/2023

*En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

*Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :*

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai